



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2024-07-1/2024-07-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 1^{er} juillet.

Comment une entité jésuite a facilité l'accès en toute sécurité des "étudiants déplacés" aux salles d'examen en RDC. Le Service Jésuite des Réfugiés (JRS), une entité internationale de réfugiés de la Compagnie de Jésus (Jésuites), a facilité l'accès en toute sécurité des "étudiants déplacés" aux salles d'examen dans la province du Nord Kivu, déchirée par la guerre, dans l'est de la RDC. Dans un rapport publié mardi 25 juin, la direction de l'entité jésuite explique comment plus de 1.000 élèves ont pu passer leurs examens de fin d'année, mais n'ont pas pu y accéder en raison des problèmes de sécurité. "Dans un effort commun entre le JRS et les autorités de la région, en particulier celles responsables de la sous-province éducative, plus de la moitié des candidats ont réussi à passer les examens sans incident", a déclaré la direction du JRS. Les autorités ont pris toutes les mesures nécessaires pour rassurer les participants, tandis que le JRS a accompagné les étudiants déplacés dans la région une semaine avant les examens. "Les équipes du JRS sur le terrain ont fourni aux élèves un soutien psychosocial et ont révisé le programme avec eux pour assurer une meilleure performance", indique encore la direction de l'entité jésuite, ajoutant : "Le premier jour a été consacré à des tests de langue et de culture générale, tandis que le second s'est concentré sur les mathématiques et les sciences." "La violence perpétrée par les groupes armés a détruit des milliers d'écoles et forcé plus de 6,3 millions de personnes à fuir leurs maisons et à chercher refuge à l'intérieur du pays. Cela a eu pour conséquence de priver les enfants de leur droit fondamental à l'éducation", indique le rapport. Le JRS s'est engagé à assurer un environnement scolaire sûr et l'accès au droit à l'éducation pour les élèves du Nord Kivu. (ACI Afrique)

Avancée du M23 : le CLC/Nord-Kivu veut "des actions concrètes" du Gouvernement. Le Comité laïc de coordination a demandé au Gouvernement de la République d'engager des actions concrètes sur le plan opérationnel, logistique et communicationnel au regard de l'aggravation de la situation sécuritaire sur le terrain. Le CLC a redouté, avec la progression des rebelles vers le Nord du pays une probable coalition entre les rebelles des ADF et le groupe armé « ZAIRE », aujourd'hui actifs dans la province de l'Ituri. Pareille situation pourrait embraser toute la partie Est de la RDC et remettre en cause les efforts du Gouvernement et de ses partenaires, dont la Monusco.

RDC : Justicia ASBL appelle à l'annulation des arrêtés nommant 10 commissaires généraux à Kinshasa et au Haut-Katanga. « Justicia ASBL fait constater que les gouverneurs précités sont animés par la volonté d'avoir des équipes pléthoriques. Ces équipes vont avoir un impact sur le budget au niveau du gouvernement du Haut Katanga ainsi que de Kinshasa », a fait savoir le président national de Justicia ASBL. Il a également constaté que ces gouverneurs ont été sous pressions des autorités morales de leurs partis politiques qui exigent d'eux la

nomination de leurs amis ou leurs membres de familles. Justicia ASBL a par ailleurs encouragé les autres gouverneurs de province n'ayant pas encore publié leurs gouvernements à se conformer aux prescrits de l'article 198 alinéa 5 de la constitution.

Bunia: Thomas Lubanga convoqué à la justice militaire pour des infractions liées à la sécurité de l'État.

L'Auditorat militaire supérieur près la Cour militaire de l'Ituri a convoqué, le 1er juillet, Thomas Lubanga et Jokaba Lambil, respectivement président national de l'Union des patriotes congolais UPC et le secrétaire général de cette formation politique. Ces acteurs politiques sont invités pour vérification des infractions liées à la sécurité de l'Etat mises à leur charge, à la suite d'une plainte déposée par l'armée mercredi dernier à l'Auditorat militaire supérieur de l'Ituri. Il y a une semaine, dans une déclaration faite devant la presse, le parti politique UPC avait dénoncé l'échec de l'état de siège 3 ans après son instauration par le Chef de l'Etat avant d'affirmer que leur président Thomas Lubanga est victime de la stigmatisation de la part du Gouverneur de province qui le qualifierait de « criminel ».

Nord-Kivu : afflux de déplacés de Kanyabayonga, Kayina, Kirumba et Mighobwe vers Lubero-centre, fuyant les combats entre Fardc et M23 au Nord-Kivu. Ces affrontements sont actuellement signalés sur l'axe Kaseghe, où les deux parties se battent pour le contrôle de Mbingi, chef-lieu de la chefferie de Batangi dans le sud de Lubero. Les Fardc, appuyées par les combattants Wazalendo, se battent pour repousser les rebelles du M23 qui veulent à tout prix avancer vers la localité d'Alimbongo sur la route principale Kirumba-Butembo. La société civile locale dans la région signale également l'arrivée de renforts du M23, à pied et dans des véhicules, selon cette structure citoyenne, pour renforcer le front qui se trouverait présentement autour de Mbingi, une zone riche en or.

Procès du coup d'état manqué : après interrogations de quelques prévenus, l'affaire est renvoyée au 5 juillet.

Le Tribunal militaire garnison de Kinshasa/Gombe a débuté ce lundi 1er juillet 2024, l'instruction de l'affaire du coup d'état manqué et de l'attaque de la résidence de Vital Kamerhe. Au cours de l'audience foraine qui s'est tenue à la prison militaire de Ndolo, plusieurs prévenus ont été interrogés par la juridiction militaire, notamment sur leurs implications dans les infractions poursuivies. L'audience s'est tenue jusque dans la soirée et le tribunal militaire a décidé de renvoyer l'affaire au vendredi 5 juillet 2024. Au cours de cette même audience, Jean-Jacques Wondo, un des prévenus dans cette affaire, a déposé un mémoire unique à travers lequel il a formulé plusieurs demandes : l'annulation du procès-verbal destiné à être utilisé comme renseignements, remise de son téléphone, son ordinateur, sa voiture et aussi son transfert dans un centre spécialisé pour des soins appropriés. Ces demandes ont toutes été jointes au fond, excepté celle du transfert. Celle-ci a été rejetée au motif que le prévenu n'a pas apporté les preuves de sa maladie. (Actualité CD)

Mardi 2 juillet.

Kinshasa abrite le Colloque sur les systèmes de défense et de sécurité de l'Afrique. Des pays africains, européens, asiatiques et américains réfléchissent du 1er au 2 juillet à Kinshasa, sur les systèmes de défense et de sécurité de l'Afrique face aux mutations géopolitiques et géostratégiques mondiales. Ce forum de deux jours planche sur la problématique de la prévention, de renseignement et prospective des groupes armés dans certains pays africains. A cette occasion, le vice-ministre congolais de la Défense nationale a appelé à une union des stratégies en vue d'une armée africaine plus forte, capable de contrer des agressions entre Etats africains: Il a souhaité que l'évolution militaire recherchée puisse profiter à l'Afrique, faisant allusion au Rwanda qui a pris les armes fabriquées à l'étranger contre un pays africain. Il a aussi fait savoir qu'il a plu au commandant suprême de l'armée de budgétiser à la hauteur d'un milliard USD le budget prévu pour l'armée. Ceci pourra permettre à notre armée de faire face aux agressions que nous sommes en train de connaître ». Ce colloque est placé sous le thème : « Les armées africaines face à la reconfiguration stratégique mondiale de défense et de sécurité ».

Lubero : 2 morts dans l'attaque d'un convoi humanitaire à Kavunano, dans la nuit du 30 juin au 1er juillet. Ce convoi humanitaire se rendait de Lubero à Beni, en passant par Butembo. Des jeunes non encore identifiés ont érigé des barricades pour contrôler les usagers de la route, face à l'avancée des rebelles du M23 vers la ville de Butembo. C'est après un contrôle que ces jeunes ont décidé de mettre le feu sur cinq véhicules et brûlé vifs deux employés d'une ONG internationale, alors que les autres passagers se sont sauvés de justesse. Cet incident tragique n'est pas un cas isolé dans la région, où les rumeurs et les fausses informations donnent lieu à des lynchages. Il y a quelques jours, cinq autres personnes dont deux militaires ont été tuées par lynchage dans la même région, toujours par des jeunes en colère à la suite de fausses informations et des rumeurs.

Lubero : un notable appelle aux négociations entre Gouvernement et M23, qui occupent déjà plusieurs agglomérations de leur entité. Il estime que ce schéma va favoriser non seulement la paix mais également préserver les vies humaines dans cette partie en proie aux bruits de bottes. Il a indiqué que les forces loyalistes ont essuyé

plusieurs pertes à Kanyabayonga et à Kirumba et a souhaité que ces négociations soient entamées pour empêcher l'avancée des rebelles vers d'autres agglomérations du Nord-Kivu.

RDC : relance de la Caisse nationale de péréquation. Au cours de la rencontre entre le président Vital Kamerhe et le comité de gestion de la Caisse nationale de péréquation, il était question des réels problèmes que connaît la CNP qui n'a bénéficié d'aucun financement du Gouvernement, souligne la délégation du CNP. Conformément à l'article 181 de la Constitution, la Caisse nationale de péréquation a pour mission de financer des projets et programmes d'investissement public, en vue d'assurer la solidarité nationale et de corriger le déséquilibre de développement entre les provinces et les autres entités territoriales décentralisées. Elle dispose d'un budget alimenté par le trésor public à concurrence de 10% de la totalité des recettes nationales revenant à l'Etat chaque année.

Goma : plus de 200 présumés bandits arrêtés en 6 mois dans l'opération « Safisha mji wa Goma ». Au moins 150 armes à feu ont été récupérées et divers biens rendus à leurs propriétaires. Selon cet officier de la police nationale, ces groupes d'individus sont à la base de l'insécurité dans la ville. L'un de ces malfrats aurait été reconnu comme l'une de personnes impliquées dans le meurtre, en février 2021 à Kibumba, de l'ambassadeur italien Luca Antanzio et sa suite. En présence des autorités de la justice militaire, le maire de Goma, a plaidé pour l'organisation des audiences publiques, en vue de juger tous les auteurs présumés du banditisme dans son entité.

Résurgence de Covid-19: la RDC prend des mesures pour renforcer la surveillance aux frontières. Dans une note d'information et d'orientation adressée notamment aux coordonnateurs provinciaux de l'Hygiène aux frontières et au secrétaire général à la Santé publique et Hygiène, le directeur du Programme national de l'hygiène aux frontières a informé de la résurgence des cas de Covid-19. Certains pays africains et occidentaux ont déjà notifié des cas positifs de cette pandémie. Une réunion de crise doit être convoquée par les autorités congolaises pour des dispositions. « La RDC accueillant des voyageurs en provenance de nombreux pays occidentaux, asiatiques et africains se doit de prendre au sérieux l'alerte ci-haut évoquée, et en attendant les orientations supplémentaires qui seront issues de la réunion de crise, nos services aux frontières sont appelés à renforcer le paquet d'activités du sous pilier surveillance aux PoE (au départ et à l'arrivée) », instruit le directeur du PNHF. En RDC, le Covid-19 a été officiellement déclaré le 10 mars 2020. La pandémie a fait 1 376 morts sur 91 738 cas de contamination. **La RDC n'a pas enregistré de cas de COVID-19 (Officiel)**, a rassuré lundi 1er juillet le docteur Jean-Marie Kayembe, membre du Secrétariat technique de la riposte. Les alertes lancées notamment par le Programme de l'hygiène aux frontières, selon lui, visent à renforcer la surveillance aux portes d'entrée et de sortie du pays; alors que des cas de COVID-19 commencent à se manifester dans certains pays en Afrique et dans le monde:

Mercredi 3 juillet.

Lubero : le M23 accusé de pillage au Centre de santé de référence de Kanyabayonga. Selon des sources locales, ces rebelles ont emporté une quantité importance de médicaments, le matériel de laboratoire, informatiques, des matelas et d'autres objets de valeur. C'était l'unique structure sanitaire viable qui accueillait des malades de cette commune rurale et ceux des localités périphériques. Kanyabayonga est depuis quelques jours, sous contrôle du M23.

Le Grand-Kivu pris en étau par les rebelles ADF et M23. Depuis une semaine, les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda occupent les localités de Kanyabayonga, Kayina et Kirumba, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). L'occupation de ces agglomérations stratégiques par ces rebelles accentue la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire notamment dans les territoires de Beni et Lubero. Cette région est en proie aux tueries de civils depuis plus d'une décennie. Elle est désormais prise en étau entre les M23 et les ADF. Dans son entrée Nord, la région de Mavivi-Mbau-Oicha-Eringeti-Kainama, dans le territoire de Beni, est la cible des attaques récurrentes des ADF. La population locale, en majorité constituée des agriculteurs, a déjà abandonné ses champs à cause de l'insécurité. La route Oicha-Luna sur la RN4 et voie principale de sortie de plusieurs marchandises à partir de Beni-Butembo vers l'Ituri est souvent touchée par des embuscades de ces rebelles. Ces rebelles y incendient régulièrement des véhicules et tuent leurs conducteurs. Du côté Ouest, la route Mangina-Mandima qui servait de déviation pour se rendre en Ituri à partir de Mambasa se trouve aussi dans une zone ciblée depuis quelques mois par des attaques des ADF. Enfin, à l'entrée Sud du Grand Nord-Kivu, depuis six jours, les cités stratégiques et commerciales de Kanyabayonga, Kayina et Kirumba sont occupées par les rebelles du M23. Une situation qui augmente la vulnérabilité des milliers de déplacés, les familles d'accueil et d'autres populations qui vivent dans la région de Beni-Butembo et Lubero.

Nord-Kivu : au moins 15 personnes lynchées à la suite de la désinformation en 2 semaines, dans la région de Butembo et Lubero. Parmi les victimes, l'on compte six militaires des Fardc. Ces personnes tuées par justice populaire, sont accusées, le plus souvent à tort, de collaborer avec l'ennemi, c'est-à-dire les rebelles du M23 ou les ADF. A Butembo par exemple, un hôtel privé a été vandalisé par des jeunes en furie, qui, à cause d'une rumeur, accusaient cet établissement hôtelier d'héberger de hauts officiers des Fardc qui selon eux, auraient dû se trouver sur la ligne de front aux côtés de leurs hommes. Vérification faite : il n'y avait jamais eu d'officiers des Fardc dans cet établissement. A Lubero, dimanche dernier, six personnes dont deux militaires ont également perdu la vie à Kyamboghho dans des incidents entre les forces de l'ordre et des jeunes en colère. Ces derniers soupçonnaient les deux militaires d'être de connivence avec la rébellion du M23. Le chef des communications stratégiques et de l'information publique de la Monusco dans la région de Beni, rappelle la nécessité de faire attention aux rumeurs et à la désinformation. Il demande à la population de toujours vérifier les faits avant de réagir. Depuis plusieurs mois, la Monusco-Beni multiplie des activités de sensibilisation contre les rumeurs et la désinformation qui ne cessent de faire des victimes au sein de la communauté. **Le M23 à Lubero : des acteurs de la société civile vivent en clandestinité.** Cela après que les rebelles du M23 ont occupé les agglomérations de Kanyabayonga, Kirumba et Kayina. Selon le rapporteur de la société civile de Lubero, ces personnes craignent d'être la cible du M23 pour avoir dénoncé, dans le passé, des exactions commises par ces rebelles et leurs supplétifs.

RDC-M23: poursuite des combats sur le front de Kaseghe, des militaires congolais accusés de pillages. Kaseghe est le chef-lieu du groupement Musindi situé à une dizaine de km au Nord de Kirumba, principal centre commercial du territoire de Lubero. Les villages situés sur l'axe Kaseghe-Butembo se vident. Des déplacements provoqués non seulement par les affrontements mais aussi par le comportement des militaires déployés aux fronts qui tirent les balles en l'air dans les cités. Sur la ligne de front, certains militaires sont accusés de dérapages. Ils sont accusés par les habitants d'avoir orchestré le pillage de certaines maisons de commerce la nuit du mardi à ce mercredi à Alimbongo et environs, à une vingtaine de km de la ligne de fronts. Selon les habitants des zones conquises par les rebelles, avant de décrocher, les militaires tirent dans tous les sens pour provoquer la fuite des habitants afin de se livrer aux pillages. Ce qui cause la crise de confiance entre les soldats et les civils en ce temps de guerre. Un procès est ouvert ce mercredi à Alimbongo contre 31 militaires dont deux capitaines, et trois de leurs épouses. Ils sont poursuivis pour "fuite devant l'ennemi, dissipation des munitions de guerre et pillage". (Actualité CD)

La RVF veut baliser au moins 5 873 Km de cours d'eau en 2024. Le directeur général de la RVF a indiqué que cette entreprise publique manque de moyens de sa politique. « C'est l'occasion pour nous de demander à notre Gouvernement de libérer à temps les crédits budgétaires en en faveur de la RVF de l'ordre de 3 755 724 000 FC prévus respectivement pour le balisage des cours d'eau de Sankuru, Kasai, Kwilu, Lukeni dont le processus de passation de marchés pour l'acquisition des intrants est en phase terminale ». Ce mandataire note aussi que la RVF attend de l'Etat l'accompagnement dans le recouvrement de la taxe de navigation auprès des armateurs.

Beni: les exportateurs des produits agricoles boycottent la « taxe conventionnelle de la reconstruction de la province ». L'Association des exportateurs de cacao café et autres produits agricoles dans la région de Beni (Nord-Kivu) conteste l'imposition de la mesure de paiement de la « taxe conventionnelle de la reconstruction de la province ». Il s'agit d'une nouvelle taxe de 1% sur les produits d'exportation. Pour le coordonnateur national de cette association, cette mesure viole la loi agricole du pays qui prévoit le plafond de 0.25% de cette valeur pour tous les services œuvrant à la frontière. Il demande également à la DGDA de se retirer de sa convention pour percevoir cette taxe au profit de la province, "car elle repose sur un mensonge. Il n'y a pas de convention entre la province du Nord-Kivu et la FEC/Nord-Kivu". Il recommande aux autorités la suppression pure et simple de cette taxe.

Jeudi 4 juillet.

Des jeunes entrepreneurs de Bunia encouragent les jeunes à risque à se lancer dans l'entrepreneuriat. Une centaine de jeunes entrepreneurs de Bunia en Ituri, ont organisé une foire où ils ont exposé leurs produits. L'objectif, faire connaître leurs produits, notamment l'art culinaire, la peinture, la pâtisserie, des céramiques ainsi que des œuvres d'art et encourager de nombreux jeunes, notamment ceux à risque, à se lancer dans ce domaine, qui offre plusieurs opportunités. Selon la responsable de l'entreprise Buld Business, spécialisée dans la production de la pâte d'arachides, l'entrepreneuriat est prometteur parce qu'il peut constituer un pilier pour le développement de la province.

RDC: des dizaines de milliers de déplacés après la progression des rebelles dans le Nord-Kivu. La ligne de front entre le M23, soutenu par le Rwanda, et l'armée congolaise - appuyée par les groupes armés locaux - se trouve désormais à une vingtaine de kilomètres plus au nord, entre les villages de Kasehe et Matembe, selon plusieurs sources. Les rebelles semblent vouloir remonter cet axe routier qui mène vers l'importante ville commerciale de

Butembo, au nord de la province. Cette progression provoque des dizaines de milliers de déplacés. La commune de Lubero qui se trouve sur cet axe routier a vu sa population doubler en quelques jours, avec un afflux de civils fuyant l'avancée des rebelles. La population est inquiète, confie un membre de la société civile. Les déplacés campent sous des bâches dans Lubero centre et quémangent de quoi manger auprès des habitants de la ville. Il n'y a ni ONG ni d'assistance, déplore-t-il. De manière plus générale, on a récemment passé il y a quelques semaines le cap des 7 millions de personnes déplacées internes en RDC. C'est le deuxième pays au monde pour le nombre de personnes déplacées internes après le Soudan. C'est vraiment un chiffre affolant. Le coordonnateur humanitaire de l'Onu en RDC estime que 150 000 personnes ont été déplacées depuis ce week-end. (RFI)

Au moins 147 entreprises minières des chinois œuvrent illégalement au Sud-Kivu. Vérification faite, on a trouvé que ces entreprises, certaines avaient des permis obtenus à Kinshasa par des voies parfois détournées mais en réalité ces permis ont expiré depuis 2016, d'autres depuis 2013 et d'autres depuis 2014 mais ces entreprises continuent à opérer illégalement ", a dit le gouverneur. Ces entreprises ont la capacité de produire plus de 100 kilos d'or en deux mois, mais ces productions ne sont pas tracées. Au Sud-Kivu, 6 entreprises à capital chinois et 3 coopératives minières avaient été fermées par les autorités provinciales avant qu'elles soient rouvertes. Des entreprises minières des chinois non reconnues même par leur ambassade. Le gouvernement chinois a pris la décision d'identifier d'abord ces acteurs miniers dans ces territoires, de savoir leurs origines car ces gens ne sont ni enregistrés à l'ambassade de Chine, ni à Bukavu pour la plupart des cas, ni ailleurs ". Le gouverneur annonce "un audit sévère" de ces entreprises afin que les responsabilités des uns et des autres soient établies. (Actualité CD)

Kinshasa : tenue de la table ronde sur l'implication des femmes dans les processus de paix et sécurité. Cette rencontre se penche sur la situation de conflit qui touche la partie Est de la RDC. La présidente du Collectif des associations féminines pour le développement, affirme que cette table ronde vise à mettre en avant la femme dans le processus de recherche de la paix, elle qui est la première victime des conflits armés. « Sachant que les femmes sont les premières victimes des conflits, au moins la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui porte sur la femme, paix et sécurité et a été adoptée par 193 Etats membres de l'ONU, donne l'occasion à la femme de parler, d'identifier ses propres problèmes et de contribuer pour la recherche de la paix. Mais elles sont aussi les actrices de la recherche de la paix et de la sécurité ».

Jacquemain Shabani veut bannir les arrestations arbitraires et la corruption au sein de la Police. « Pour redorer l'image de marque de la Police nationale, il est primordial de bannir les antivaleurs telles que la corruption, les arrestations arbitraires et la concussion. Il y a également les tracasseries policières et routières qu'il faudra à tout prix éradiquer. Certains policiers ayant la fonction d'officiers de police judiciaire s'illustrent à taxer des amendes transactionnelles exorbitantes sans tenir compte des textes légaux en la matière, passant par des arrestations arbitraires pour retenir à charges de paisibles citoyens des infractions qui n'existent pas », a relevé le vice-Premier ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, « Toutes ces antivaleurs doivent être éradiquées au sein de vos unités respectives. J'invite le commissaire général et l'inspecteur général de la Police nationale de tout mettre en œuvre pour éradiquer ces antivaleurs et de sanctionner sévèrement tout policier coupable de ces actes » Il rappelle aussi que la Police nationale congolaise est apolitique et au service de la nation congolaise. Il promet aussi de mettre en place des mécanismes pour améliorer la rémunération des policiers, la construction et réhabilitation des commissariats, des casernes et quartiers généraux, de rétablir la confiance entre la population et la Police.

Modeste Bakwanamaham notable et ancien maire de Beni, appelle la population à ne pas adhérer aux appels à manifester. Il a lancé cet appel parce qu'au Nord-Kivu, des actes de violence par justice populaire et des appels à manifester qui sont signalés à Beni-Butembo et Lubero. Ces appels font suite à l'occupation par les rebelles du M23 de certaines agglomérations du territoire de Lubero. Certains groupes des jeunes s'attaquent à des particuliers et même à des humanitaires. A Beni, une marche « pacifique » est par ailleurs annoncée pour ce vendredi 5 juillet. Il appelle les initiateurs de cette manifestation à ne pas céder au jeu de l'ennemi. « L'ennemi est au Sud, nous nous battons ici au Nord, ça n'a pas de sens. Ceux qui veulent qu'on s'en prenne aux gens, à la Monusco, à l'armée, à la police, aux autorités, aux biens privés, aux humanitaires, se trompent de cible. L'ennemi, il est commun à nous tous. S'en prendre à certains partenaires du gouvernement, ça serait se tromper de cible. D'ailleurs, c'est donner la chance à l'ennemi de nous trouver en train de nous battre », a conseillé Modeste Bakwanamaha.

Vendredi 5 juillet.

Le Royaume Uni va doubler son assistance humanitaire en faveur de la RDC. La diplomate britannique a visité des milliers de personnes déplacées qui vivent dans des conditions difficiles dans le site de Kayembe près de Goma. Touchée par la précarité de leurs conditions de vie, elle annonce que son pays va revoir à la hausse le financement de son aide au niveau bilatéral. C'est sans compter les interventions gérées directement à partir de la capitale. Pour

les acteurs humanitaires il est urgent que la paix revienne afin que ces familles qui viennent de passer deux ans en déplacement puissent retourner chez elles. « La Monusco travaille avec tous les partenaires pour promouvoir une solution au conflit dans l'Est de la RDC », a déclaré pour sa part la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC en charge de la protection et des opérations, qui accompagnait l'ambassadrice du Royaume uni.

Ituri : 9 morts dans une attaque de Codeco à Abombi, le 3 juillet. Ces miliciens ont également fait incursion dans d'autres villages de cette contrée dont Blankete et Lodjo-Galay où ils ont incendié plusieurs maisons. Cette incursion de la Codeco est faite en représailles des opérations des Fardc contre ses positions dimanche dernier. L'armée, affirme que ces miliciens en débandade, fuient l'offensive des Fardc et se déchainent sur la population civile sans défense.

Plus de 300 parlementaires francophones réfléchissent sur l'intelligence artificielle à Montréal, du 5 au 10 juillet, en marge de la 49e session plénière de l'Assemblée de la Francophonie (APF). La RDC est représentée à ce forum avec une vingtaine de députés et administratifs de l'Assemblée nationale sous la conduite de Vital Kamerhe. Ce débat offre l'occasion à la RDC de planifier comment renforcer la démocratie participative au sein de son Parlement grâce l'intelligence artificielle. Elle permet en outre aux parlementaires francophones du monde entier de croiser les points de vue et donnera lieu à un plan d'actions concret pour une meilleure utilisation de l'intelligence artificielle dans le milieu parlementaire.

Le FMI félicite le Gouvernement après l'approbation de la 6e et dernière revue du programme économique. Le Représentant-résident du Fonds monétaire international a présenté ses félicitations au cours d'un échange avec le ministre des Finances, Doudou Fwamba, à Kinshasa. Il a également signalé que c'est pour la première fois en RDC de voir le FMI aller jusqu'à la fin du programme économique, soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC). De nombreux analystes économiques sont d'avis que la RDC a fait des progrès significatifs dans le cadre de l'accord FEC, bien que les résultats obtenus au cours de la 6e revue aient été limités par la persistance des crises sécuritaires et humanitaires, le dérapage budgétaire et les pressions inflationnistes persistantes.

Rwanda : Rubavu, l'impact économique de la crise avec la RDC. À Rubavu, 50 000 passages de la Petite Barrière, poste frontalier entre Rubavu et Goma, étaient enregistrés avant 2020. Mais depuis deux ans et la fermeture à 15 heures de la frontière en raison des tensions entre le Rwanda et la RDC, la rue marchande, à quelques centaines de mètres de là, tourne au ralenti. Au cœur de la rue marchande de Rubavu, Gorette Uwineza organise les grands sacs de marchandises installés à l'entrée de sa boutique, elle vend des graines de maïs, du sorgho, du soja et des haricots : « On avait des clients même au dépôt, il y avait beaucoup de mouvement. Au marché, en combinant les vendeurs, on pouvait vendre à nous tous une demi-tonne de sacs par jour. Maintenant, même vendre 100 kilos, c'est difficile. » Un commerce transfrontalier indispensable pour l'économie de la ville. Trois étals plus loin, Moussa Babonampoze ouvre les portes de son entrepôt. Président d'une coopérative, l'homme d'affaires doit souvent aider les commerçants bloqués la nuit de l'autre côté de la frontière. Les limites d'horaires compliquent les échanges et ont réduit ses revenus de près de 30% : « Nous voulons la paix entre les deux pays, le Rwanda et le Congo. Que Dieu fasse que nos dirigeants s'entendent et que les commerçants profitent du retour au calme et que cela redevienne comme avant. » **La fermeture de la frontière a aussi des conséquences sur le secteur éducatif.** Une volonté pour les habitants : le retour de la fermeture à 18 heures de la frontière. La fermeture quotidienne anticipée de la frontière a chamboulé depuis deux ans la fréquentation de l'école : élèves et professeurs congolais ont, pour beaucoup, quitté l'établissement, d'autres ont dû déménager au Rwanda pour continuer à suivre leurs classes. (RFI)

L'UE se félicite d'une trêve humanitaire dans l'Est de la RDC. « L'UE salue les efforts déployés par les États-Unis d'Amérique et se félicite vivement de l'engagement de la RDC et du Rwanda, espérant que cette trêve humanitaire conduira à un cessez-le-feu permanent et permettra de construire une solution politique durable dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi », indique le communiqué. Pour l'UE, la situation humanitaire dramatique dans la région souligne la nécessité urgente de mettre fin immédiatement à la violence. Il est également impératif de démobiliser tous les groupes armés et de mettre fin à tout soutien à ces groupes, comme le stipule la déclaration de l'UE du 4 mars 2024. Le Gouvernement américain a recommandé, jeudi 4 juillet, aux belligérants d'observer une trêve humanitaire de deux semaines sur les lignes de front au Nord-Kivu.

Suisse : plaidoyer pour la tenue d'une conférence de haut niveau sur la paix en RDC. La Coalition citoyenne pour le Congo (CCC), en mission en Suisse du 24 juin au 9 juillet, dans le cadre de la consolidation de la paix en RDC, plaide auprès de la Confédération helvétique pour la tenue d'une conférence internationale de haut-niveau sur la promotion de la paix en RDC. La CCC a saisi la présidente de la Suisse, Mme Viola Amerle pour demander l'organisation par la Suisse d'une conférence de haut niveau sur la paix en RDC qui va réunir les différentes parties

en conflits dans la région africaine des grands Lacs à savoir : la RDC, le Rwanda et l'Ouganda et une centaine des chefs d'Etats et des gouvernements étrangers, a encore précisé Richie Lotungulu.

Goma : des milliers de déplacés vivent dans une grande précarité. Plus de deux ans après, de nombreuses familles de déplacés attendent toujours d'être relocalisées vers des sites aménagés. Ils sont plus de 300 ménages déplacés, soit plus de 1.600 personnes à se partager les 12 salles de classe de l'école primaire Kahembe. Ces déplacés vivent dans une promiscuité insoutenable, loin de tout semblant de vie normale. Etant donné que les financements de plusieurs acteurs humanitaires n'étaient pas prévus pour une si longue période, de nombreux déplacés se sont désengagés. Ces déplacés demandent le retour rapide de la paix afin de pouvoir regagner leurs milieux d'origine.

Samedi 6 juillet.

Procès du coup d'Etat manqué : Marcel Malanga affirme avoir été forcé à intégrer le mouvement insurrectionnel. « C'est mon père (Christian Malanga) qui avait tout organisé et m'avait forcé à intégrer un mouvement dont je ne connaissais nullement la mission », a déposé le prévenu devant le tribunal militaire à la prison de Ndolo. Il dédouane de cette affaire d'autres prévenus dont Jean-Jacques Wondo et les travailleuses de l'hôtel Momo Auberge 19 de la commune de Ngaliema qu'il n'avait jamais aperçus lors de l'opération, de sa genèse jusqu'à la fin.

Ituri : 6 morts lors des affrontements entre les milices Codeco et Zaïre, à Lodjo et Beba dans le territoire de Djugu (Ituri). Six personnes sont mortes et presque toutes les maisons incendiées dans le village de Beba. Toutes les victimes sont de personnes de troisième âge, qui n'ont pas réussi à se sauver pendant la progression des belligérants. Ces combats ont entraîné un déplacement des habitants de plusieurs localités qui ont trouvé refuge à Mongwalu. D'autres personnes qui redoutent l'intensification des violences dans toutes les entités minières ont pris la direction de Bunia. Ces déplacés se sont installés dans les bâtiments qui abritent les écoles et les églises.

Haut-Katanga : la société civile alerte sur la recrudescence de la criminalité urbaine à Lubumbashi. « Nous avons les enlèvements, des cambriolages ou nous voyons des jeunes gens avec des machettes qui entrent dans les maisons, récupèrent de l'argent, volent les téléphones parfois ils tabassent les gens, les blessent et violent même les jeunes filles et les femmes qu'ils trouvent et ça amène une psychose et des inquiétudes au même moment. Nous avons des braquages avec comme cible les cambistes il y a des quartiers qui sont vraiment aujourd'hui en difficultés. Nous avons le quartier golf Maisha, Kawama 1 et 2, le quartier Kassapa, le quartier Mumbunda, le quartier Zambia le quartier Luwowoshi ». Le coordonnateur de la société civile, Bertin Tshoz, lance un S.O.S.

Les chefs religieux de Butembo appellent la population à la non-violence. Dans un document, les chefs religieux déplorent la dégradation de la situation sécuritaire dans le sud de Lubero depuis la chute de la commune rurale de Kanyabayonga entre les mains de la rébellion. Cette occupation est à la base de la colère de la population, et qui donne lieu à des actes de vengeance et de lynchage, regrettent les chefs religieux. Ces hommes d'Eglise disent constater avec amertume que des jeunes s'investissent dans une mission autodestructrice et contreproductive qui, en somme, ne fait qu'aggraver le calvaire et la souffrance de la population. Les chefs des confessions religieuses déplorent « le silence des élus de la région en ce moment où ils devraient éclairer la conscience de leurs électeurs ». Face à cette situation, ils invitent la population à ne pas s'attaquer aux personnes et à leurs biens, en évitant toute forme de violences. En cas de soupçon d'infiltration ou de complicité, ils encouragent la population à s'en remettre aux services de sécurité. « Ne faisons pas le jeu de l'ennemi, restons sereins », conclut le message.

Sud-Kivu : grâce à son programme " diriger le changement", WWF facilite la création d'un local Basket Fund pour la paix, la biodiversité et la sécurité climatique. Les forces vives de la province du Sud-Kivu notamment la société civile environnementale et Agro Rurale du Congo (SOCEARUCO), le Consortium des Braves Femmes du Congo (CBFC), le Bureau de Coordination de la Société Civile Forces Vives du Sud-Kivu (BCSC) et la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) appuyés par WWF-RDC dans le cadre du projet « Diriger le Changement », ont mis en place le Local Basket Fund en vue d'encourager le secteur privé de la province du Sud-Kivu et d'autres personnes de bonne volonté à s'engager dans la mobilisation de fonds privés en faveur de la conservation de la Biodiversité, la restauration des écosystèmes, la prévention aux catastrophes naturelles, la gestion des déchets et à la lutte contre le changement climatique. Cette création d'un local Basket Fund est également un vecteur de la paix et la cohésion sociale qui a l'appui de WWF via ses programmes " Diriger le Changement et de sensibilité aux conflits" avec l'appui financier de l'Agence Suédoise pour le développement (SIDA) et la sensibilité aux conflits avec la fondation Peace Nexus (PN). Pour les initiateurs de cette initiative, il s'agit de sensibiliser les acteurs du secteur privé notamment les opérateurs économiques sur l'intérêt de leur engagement en faveur de la biodiversité, du climat et de l'économie verte.

Pour le président de la société civile environnementale, c'est une nouvelle innovation pour la province en vue de crédibiliser les intérêts de la RDC. (Actualité CD)

Dimanche 7 juillet.

Présumé détournement de 3 millions USD au bureau du Sénat : Constant Mutamba demande de diligenter en urgence une enquête. Dans une lettre signée le 1er juillet, Tanguma Tomongonde Mossai, sénateur honoraire et président intérimaire du bureau sortant, avait saisi l'inspecteur général des finances au sujet de 8.092.000.000 FC, soit 3 millions USD détournés, selon lui, par le bureau provisoire du Sénat. Il a ajouté, dans la même lettre, que le bureau provisoire du Sénat a aussi détourné toute la dotation pour les émoluments du mois de mai 2024 de tous les sénateurs sortants et de tous les membres du bureau sortant, rappelant que la validation des mandats des nouveaux sénateurs n'a eu lieu que le 2 juin 2024. « Ainsi, nous vous saisissons afin de constater cette malversation, d'amener ses auteurs à restituer ces fonds publics au profit de ses destinataires », recommandait-il à l'Inspection générale des Finances. **La réaction du bureau provisoire.** Cette lettre, partagée sur les réseaux sociaux a suscité des indignations de la part des internautes. Des personnes ont dénoncé des sommes colossales dépensées par des institutions politiques alors que certains projets communautaires souffrent des financements. Le bureau provisoire, à travers son président Pascal Kinduelo, a réfuté ces allégations, à travers un communiqué. Le Sénat a publié aussi des documents qui contredisent les allégations de détournement des fonds au Sénat par le bureau d'âge. Pascal Kinduelo affirme n'avoir trouvé aucun dollar dans les caisses. Il a hérité jusqu'à 3 millions USD de dettes du bureau sortant. Et le vendredi 5 juillet, le bureau provisoire du Sénat a mis en place une commission d'information ad hoc en vue de tirer au clair des allégations supposées de Mossai Temongonde Sanguma. **ACAJ interpelle la Justice.** L'ONG Association congolaise pour l'accès à la Justice (ACAJ) recommande à la Cour des comptes d'enquêter sérieusement sur les faits imputés aux membres du bureau provisoire dirigé par le président Pascal Kinduelo, ainsi que l'ancien bureau définitif, qui était dirigé par Modeste Bahati Lukwebo. L'ONG recommande aussi à la Cour des comptes de prendre déjà des mesures conservatoires, notamment prescription de l'interdiction de quitter le territoire national et gel de comptes des personnes soupçonnées d'être impliquées dans la commission desdits faits.

Guerre de six jours à Kisangani : indemnisation de la première vague des victimes des activités armées de l'Ouganda en RDC (Frivao). Mais la secrétaire rapporteur du FRIVAO, regrette le fait que certaines personnes ayant accompagné les victimes cherchent à s'immiscer dans les affaires qui ne les concernent pas directement. Elle leur demande de laisser les victimes éligibles toucher leur indemnisation en toute quiétude. Quant aux « supposées victimes » qui se sentent lésées, elle leur recommande de s'adresser au Frivao qui demande aux victimes convoquées par la banque ou par ses services à se présenter afin de fournir certaines informations utiles relatives à leurs dossiers.

Au moins 200 présumés criminels arrêtés depuis le début de l'opération « Safisha muji wa Goma », en avril de cette année par la 34^e région militaire et le conseil urbain de sécurité de la ville de Goma. Selon le commissaire supérieur principal : « C'est chaque semaine que nous arrêtons des bandits à mains armées. Ils sont déférés devant les instances judiciaires ». Cette opération a été lancée à la suite de la hausse de la criminalité dans la ville.

Incendie d'environ 50 maisons à Bukavu, samedi 6 juillet dans trois quartiers différents. Le drame s'est déclaré à Ibanda d'abord au quartier Ndendere et ensuite aux quartiers Nkafu et Kasali dans la commune de Kadutu. Le bilan provisoire fait état d'une personne blessée. Ces cas d'incendies récurrents dans la ville de Bukavu dépassent l'imagination. Souvent, ils embrasent des avenues entières. D'aucuns évoquent comme causes le problème des constructions anarchiques mais d'autres encore développent l'hypothèse des incendies à caractère criminel.

Trêve humanitaire violée : Nouveaux affrontements à Matembe, Nord-Kivu

Des combats ont éclaté à Matembe ce dimanche 7 juillet, située à environ 12 km de Kaseghe, malgré la trêve humanitaire demandée par les États-Unis et acceptée par toutes les parties en conflit. Selon les informations disponibles, des affrontements impliquant le M23/RDF, les FARDC, les Wazalendo et les Forces de la SADC ont violé cette trêve. Cette initiative humanitaire avait pour objectif de faciliter le travail des humanitaires et d'aider les personnes déplacées internes. Pour le moment, aucune réaction officielle n'a été émise par Kinshasa. Les bombardements des zones densément peuplées exacerbent ainsi la crise humanitaire.

Lundi 8 juillet.

Les Fardc et le M23 respectent la trêve humanitaire recommandée par les Etats-Unis. Jusqu'à ce dimanche, aucun combat n'a été signalé entre les Fardc et M23 au Nord-Kivu. Dans le petit Nord de la province, l'armée et les rebelles maintiennent toujours leurs positions initiales. C'est notamment sur l'axe Goma-Sake-Minova, territoire de

Masisi, où les rebelles occupent toujours la zone située entre Kirotshe et Shasha, le long de la RN2. Même chose pour une grande partie de l'Est du territoire de Masisi, la quasi-totalité du territoire de Rutshuru, et les groupements de Kibumba et Buhumba dans le territoire de Nyiragongo. Toutefois, l'accès à ces zones reste difficile pour les humanitaires. Au grand Nord, après la prise par les rebelles du M23 de Kanyabayonga, Kayina et Kibumba, les positions avancées des Fardc et du M23 sont séparées d'environ seulement 1 km à Matembe. C'est dans cette localité, située à 80 km de Lubero-Centre, que se sont déroulés les derniers affrontements entre les deux belligérants. Cette trêve vise à soulager les souffrances des populations vulnérables et à créer les conditions d'une désescalade. Le soutien de l'Ouganda aux rebelles du M23 pointé par un nouveau rapport des experts de l'ONU. Depuis deux ans maintenant, chaque rapport publié par les experts des Nations unies montrait, preuve à l'appui, la montée en puissance du soutien du Rwanda à la rébellion du M23 qui sévit actuellement dans la province du Nord-Kivu. Cette fois-ci, un autre acteur régional est pointé du doigt : l'Ouganda. Le groupe démontre comment les officiels ougandais ont laissé les troupes du M23 et de l'armée rwandaise transiter par l'Ouganda sans aucune limite. Une présence importante et visible qui, selon les experts, n'a pas pu passer sous les radars du renseignement ougandais. Le rapport conclut donc à « un support actif » de certains officiers de l'armée et du CMI, les renseignements militaires. Mais les experts vont plus loin puisqu'il n'est pas question que de transit sur les terres ougandaises : des responsables du mouvement armé se sont aussi rendus en Ouganda. Selon le rapport, Sultani Makenga, le chef militaire du M23, a été signalé plusieurs fois cette année à Entebbe et Kampala. Corneille Nangaa, le chef de la branche politique, a lui résidé un temps dans la capitale ougandaise. Il y a même tenu des réunions avec des représentants de certains groupes armés congolais. **Renforcement du soutien rwandais.** Concernant le rôle déjà connu du Rwanda, les experts détaillent cette fois-ci la montée en puissance de l'aide militaire. On peut lire dans le document qu'au mois de janvier 2024, au moins 1 000 soldats rwandais (RDF) ont franchi la frontière au niveau de Kibumba, dans le territoire du Rutshuru. Des effectifs qui sont venus s'ajouter à ceux déjà présents dans cette région dénommée le « petit Nord ». Les experts estiment qu'il y avait entre 3 000 et 4 000 RDF déployés dans les territoires du Rutshuru, Masisi et Nyiragongo, au moment où ils mettaient le point final à leur rapport. Davantage donc que l'effectif du M23 estimé lui à 3 000 combattants. Des militaires avec un équipement de pointe et des véhicules blindés équipés de radars et de missiles sol-air. Les experts notent aussi que cette montée en puissance n'a absolument pas été freinée par les multiples condamnations internationales. En effet, entre février et mars 2024, plusieurs organisations étatiques et gouvernements occidentaux, dont les États-Unis, la France et l'Union européenne, ont demandé aux M23 de retirer ses troupes de RDC. En avril, le Conseil de sécurité des Nations unies avait, lui aussi, condamné « le support militaire étranger au M23 ». **Naissance de l'Alliance du fleuve Congo.** Ce rapport des experts onusiens est le premier publié depuis l'annonce de la création de l'Alliance du fleuve Congo de Corneille Naanga, ancien président de la Commission électorale congolaise du temps de Joseph Kabila. Les experts détaillent le processus de création de ce mouvement politico-militaire avec notamment les nombreux déplacements dans la région des Grands Lacs des différents responsables. Dans le document, il est écrit que le M23 et le gouvernement rwandais ont vu l'émergence de l'AFC comme « une opportunité de légitimer le M23 et ses réclamations, tout en diminuant le rôle du Rwanda dans la crise ». L'Alliance continue de recruter d'autres partenaires. Au Sud-Kivu, notamment, plusieurs leaders de groupes armés ont été approchés par l'AFC, ce qui contribue, selon le rapport, à faire naître « des tensions entre et au sein des groupes armés au Sud-Kivu au cours des derniers mois ». **Les ADF, le groupe le plus meurtrier.** Dans les 45 pages du rapport est aussi évoquée l'intensification des activités du groupe ADF (Allied Democratic Forces) avec des attaques principalement contre des civils, au Nord-Kivu et en Ituri. Les ADF sont actuellement en RDC le groupe armé le plus meurtrier puisque près de 1 000 victimes ont été recensées en 2023, selon les auteurs. Autre constat des experts : la montée de l'utilisation des enfants soldats dans les conflits à l'est de la RDC. « Le recrutement d'enfants a atteint un niveau alarmant au début de l'année 2024 », peut-on lire. C'est principalement dans le Nord-Kivu que les belligérants utilisent des enfants soldats dans les différents camps. Tout d'abord, le M23 et le Rwanda sont mis en cause. Des recrutements qui ont surtout eu lieu, pour les experts, après l'offensive d'octobre 2023. Des enfants, de 10 ou 12 ans, recrutés en RDC dans les zones contrôlées, et parfois enrôlés de force. Le rapport évoque aussi des recrutements dans les camps de réfugiés au Rwanda (Mahama, Gisagara, Kizimba et Gihembe) et en Ouganda (Kyaka II et Nakivale). Du côté de la coalition gouvernementale, les groupes wazalendos sont aussi accusés d'utiliser des enfants dans les combats. Le rapport évoque la présence d'enfants armés aux alentours de Goma et de Saké, près des camps de déplacés notamment. Plusieurs groupes sont cités dans ce document : le NDC-R/Guidon, l'APCLS, les FDLR, l'UPCRL... Enfin, sur cette question, le rapport note que « même si les Fardc et certains chefs de groupes armés auraient interdit le recrutement et l'utilisation d'enfants et que certains groupes ont formellement accepté de les libérer de leurs rangs, le Groupe n'a trouvé aucune preuve que de telles initiatives soient mis en œuvre par l'un des groupes Wazalendo ».

Vers de nouvelles sanctions ? Tout au long du document, les experts estiment qu'une grande partie des faits relatés peuvent faire l'objet de sanction. Ce rapport doit donc théoriquement servir de base de travail pour le comité Adhoc des Nations unies. C'est à partir de ces accusations que des sanctions, notamment économiques, peuvent être prises au niveau de l'ONU contre des acteurs impliqués dans les différents conflits. Enfin, ces rapports peuvent aussi jouer un rôle de plaidoyer au niveau des États. Jusqu'ici, en effet, c'est sur la base du travail des experts de l'ONU que

plusieurs gouvernements ont condamnés l'action du Rwanda dans l'est de la RDC et lui ont demandé de retirer sans délais ses militaires présents dans la zone. (RFI)

Félix Tshisekedi demande au Gouvernement de financer, en urgence, la campagne agricole 2024-2025. « Pour faire face à l'insécurité alimentaire exacerbée par la hausse des prix des denrées de première nécessité que nous pouvons bien produire localement, le Président de la République a chargé le Gouvernement d'assurer, au-delà de la poursuite de la mise en œuvre du Projet de développement local de 145 territoires dans son volet relatif aux routes de desserte, un accompagnement adéquat aux producteurs agricoles locaux de biens de grande consommation telle que prévue dans l'Agenda de transformation agricole », note le compte rendu du porte-parole du Gouvernement. Il s'agit notamment, de faciliter l'accès aux intrants agricoles, aux matériels aratoires et autres semences améliorées permettant ainsi un encadrement efficace de nos producteurs et ménages agricoles. **Aménager les pôles agropastoraux.** Le Cabinet du Président de la République a mené une réflexion sur les stratégies et modalités pratiques pour opérationnaliser ses ambitions d'aménagement des pôles agropastoraux à travers les territoires de la République. Mais aussi à construire des infrastructures de connectivité devant relier toutes les provinces, et faciliter l'évacuation des produits agricoles. Ces pôles visent, à accompagner le développement des chaînes de valeur allant de la culture à la transformation, y compris la commercialisation dans le but de libérer tout le potentiel de production agricole, de créer des emplois, d'accroître le pouvoir d'achat et d'améliorer durablement les conditions de vie des populations locales. Les conclusions de ces travaux devront être présentées au Conseil des ministres.

Bintou Keita : « Nous assistons en RDC à l'une des crises humanitaires les plus négligées de notre époque ». La représentante du secrétaire général de l'ONU en RDC, n'a pas hésité d'attribuer cette situation au M23 qui occupe des agglomérations dans le Nord-Kivu et ses débordements dans le Sud-Kivu, malgré plusieurs opérations menées par les Fardc, régulièrement soutenues par la Monusco et le SAMIDRC. Au cours des deux dernières semaines, le M23 s'est emparé de plusieurs sites stratégiques au Nord-Kivu, dont la ville de Kanyabayonga, à cheval sur les territoires de Lubero et de Rutshuru. « Comme l'a montré le groupe d'experts, qui fait rapport au Comité des sanctions créé par le Conseil, le gouvernement rwandais a renforcé son soutien au M23, ce qui lui a permis de réaliser d'importants gains territoriaux dans l'Est de la RDC. L'escalade rapide de la crise du M23 comporte le risque très réel de provoquer un conflit régional plus large », a souligné Bintou Keita. **Activisme des miliciens en Ituri.** En plus de l'escalade de la crise du M23, la cheffe de la Monusco a fustigé la série d'attaques des rebelles ADF, des miliciens Zaïre et Codeco dans la province d'Ituri ayant fait, près de 300 victimes supplémentaires au cours de la période couverte par le présent rapport. Bintou Keita a révélé qu'au Sud, les ADF ont également pénétré à plusieurs reprises dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu), tuant plus de 90 personnes, entre le 4 et le 7 juin derniers dans des coins isolés de ce territoire du Nord-Kivu. Elle a également signalé qu'au Sud-Kivu, la crise du M23 a atteint le territoire de Kalehe, avec des tirs indirects sur Minova et d'autres villes voisines, tuant et blessant plusieurs civils et provoquant d'autres déplacements. **Des déplacements massifs.** Au total, la RDC compte aujourd'hui 7,3 millions de personnes déplacées, dont 6,9 millions dans les seules provinces de la partie Est de la RDC. Elle a fait savoir la proximité croissante des lignes de front et la présence d'armes (y compris d'artillerie lourde) à l'intérieur et autour des camps de déplacés et des sites spontanés compromettent considérablement la sécurité des populations déplacées et résidentes. Au moins 15 bombardements ont touché des sites de personnes déplacées ou leurs environs immédiats, tuant près de 30 personnes et en blessant beaucoup d'autres, a ajouté la cheffe de la Monusco.

Le cardinal Ambongo exhorte le nouvel évêque de Buta à "être toujours disponible", à servir "sans discrimination". "Faites preuve d'une grande attention pastorale à l'égard de tous, sans discrimination d'aucune sorte, en particulier à l'égard des personnes consacrées, des prêtres et des laïcs. Soyez le père attentif et le serviteur de tous, dans un esprit de collégialité et de synodalité", a ajouté le cardinal Ambongo dans son homélie lors de la célébration eucharistique du dimanche 7 juillet dans la cour de la cathédrale Saint-Joseph du diocèse de Buta. Il a insisté sur la nécessité pour l'évêque élu de renforcer sa relation avec la personne de Jésus-Christ, en déclarant : "Dans l'exercice de votre ministère épiscopal, je vous exhorte à vous attacher au Christ". Le pape François a nommé Martin Banga Ayanyaki, membre congolais de l'Ordre de Saint-Augustin (OSA), évêque du diocèse de Buta le 15 avril. Il était jusqu'à présent Vicaire régional de l'OSA en RDC. Né en décembre 1972 à Dungu, Mgr Banga a fait sa profession perpétuelle en novembre 2002 et a été ordonné prêtre en août 2003. (ACI Afrique)

Mardi 9 juillet

La ministre des Affaires étrangères pour un retrait responsable de la Monusco. La cheffe de la diplomatie congolaise a assuré que dans le Nord-Kivu, le Gouvernement devra prendre en compte les évolutions sécuritaires sur terrain avant d'amorcer ce processus du départ de la mission onusienne.

Procès des attaques du 19 mai en RDC : deux Américains et un Belgo-Congolais nient leurs implications. Le Tribunal militaire garnison de Kinshasa-Gombe a poursuivi le 8 juillet les interrogatoires des prévenus dans l'affaire de la tentative de coup d'État déjouée du 19 mai 2024. Cette audience, tenue à la prison militaire de Ndolo, a vu défiler plusieurs accusés, notamment Benjamin Zalman et Tyler Christian Thomson, tous deux citoyens américains, ainsi que Jean-Jacques Wondo, un expert militaire belgo-congolais. L'audience a débuté avec le dernier prévenu de la séance précédente : Benjamin Zalman. Ce dernier a nié toute implication dans le complot. Il a affirmé qu'il avait été menacé par le présumé chef de bande, Christian Malanga, de suivre ses ordres sous peine de mort. Il a également révélé avoir connu Malanga depuis 2013 lors d'un forum économique à Washington et l'avoir revu au Swaziland. Benjamin Zalman a insisté sur le fait que leurs échanges étaient strictement professionnels. Ensuite, Tyler Christian Thomson a pris la parole. Il a affirmé n'avoir aucune formation militaire et n'a reconnu que deux des accusés : Marcel Malanga, fils de Christian Malanga, et Benjamin Zalman. Thomson a également nié avoir piloté des drones lors de l'attaque contre la résidence de Vital Kamerhe, arguant qu'il avait refusé l'ordre de Malanga en raison de l'obscurité. L'interrogatoire a ensuite porté sur Jean-Jacques Wondo, expert militaire belgo-congolais. Wondo a admis avoir eu des contacts avec Marcel Malanga en 2016 et 2017, mais a nié toute implication dans le complot. Il a affirmé que son voyage à Brazzaville en 2023 était uniquement pour assister aux obsèques de son frère. (RFI)

Kisangani : au moins 15 000 pièces de foyers améliorés fabriquées en 6 mois. Cette campagne, appuyée par le CIFOR, s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la déforestation, un des facteurs à la base du changement climatique. « Nous demandons aux ménages d'utiliser le foyer amélioré qui a beaucoup d'avantages, il diminue d'abord le coût de charbons, et ils sont sécurisés ça été prouvé au laboratoire... », a souligné le président des fabricants de ces foyers améliorés. Il a indiqué que leur objectif est de produire 30.000 pièces à la fin de l'année en cours. Le CIFOR apporte son assistance aux fabricants des foyers améliorés sur le plan technique, administratif et financier, en vue de la maximisation de leurs productions.

Bukavu : la plateforme DYNACOD-RDC tente des poursuites judiciaires contre inconnu pour incendies volontaires. La plateforme Dynamique communautaire pour la cohésion sociale et le développement (DYNACOD-RDC) dit avoir répertorié près de 20 incendies déclarés dans la ville de Bukavu réduisant en cendre près de 1000 maisons en moins de 10 mois. « Beaucoup de pertes en vie humaine et des biens de valeur ont été enregistrées sans que personne ne soit interpellée, arrêtée ni condamnée à ce sujet », s'indigne le coordonnateur de cette organisation. Il demande à l'autorité judiciaire de mener une enquête minutieuse tendant à dénicher et « mettre hors d'état de nuire » les auteurs présumés de ces actes afin qu'ils subissent la rigueur de la loi.

Bruno Lemarquis : « La situation humanitaire en Ituri nécessite des solutions durables ». Le coordonnateur humanitaire pour la RDC, a échangé, ce 9 juillet, avec les déplacés vivant dans la localité de Bule, territoire de Djugu mais aussi les autorités locales. Les déplacés estiment que la situation sécuritaire est encore précaire et ne leur permet pas de retourner dans leurs villages. Ils posent comme préalables : la restauration de l'autorité de l'Etat avec un déploiement conséquent des FARDC et le désarmement des miliciens. Ils sollicitent aussi une meilleure assistance en vivres. Depuis le premier semestre de 2024, ils n'ont reçu l'aide alimentaire qu'une seule fois et en petite quantité. Bruno Lemarquis a assuré ces déplacés qu'il continue de mener un plaidoyer en leur faveur. Il a relevé les contraintes de financement par rapport aux différentes crises dans le monde, qui ne permettent pas aux bailleurs de fonds de répondre à tous les besoins des déplacés. Ce qui nécessite des solutions durables, surtout le retour de ces déplacés dans les milieux sécurisés et leur accompagnement pour leur réinsertion dans leurs communautés respectives. La province de l'Ituri compte à ce jour plus d'un million trois cent mille déplacés, qui vivent dans des conditions précaires.

Présidentielle : la MOE Regard Citoyen préconise le retour aux 2 tours en cas de ballottage. La Mission d'observation Regard Citoyen a dévoilé cette proposition lors de la publication, à Kinshasa, de son rapport définitif d'observation des élections de décembre dernier. Selon son coordonnateur, le retour au second tour va résoudre la question de déficit de légitimité, si le président de la République est élu avec moins de 50% de suffrage valablement exprimés. Cette mission a déployé plus de 10 500 observateurs lors des élections combinées de décembre dernier.

Mercredi 10 juillet

A Montréal, 34 pays francophones condamnent l'agression de la RDC par le Rwanda. A la 49^{ème} session de l'Assemblée parlementaire francophone (APF), trente-quatre pays participants ont signé, le 9 juillet à Montréal au Canada, une résolution condamnant l'agression de la RDC par le Rwanda. Les participants ont aussi condamné, dans la même résolution, les morts et les violences de tout genre perpétrées par la rébellion du M23, soutenue par le Rwanda. D'après le président de l'Assemblée nationale congolaise, Vital Kamerhe, il s'agit d'une victoire de la diplomatie parlementaire car la RDC a réussi à mettre en avant, son agression par le Rwanda. Du haut de cette

tribune, il a souligné qu'en RDC, les Tutsis Congolais n'ont jamais été stigmatisés car, ils se retrouvent au Parlement, dans le Gouvernement, au sein de l'armée et de la police ainsi que dans toutes les sphères de gestion quotidienne du Pays. «La solution la plus simple, c'est le retrait des troupes rwandaises et ougandaises du sol congolais afin de laisser la voix à une perspective de résolution pacifique de ce conflit. Car, il est temps pour l'Afrique de se lever et de marcher dans la paix vers son développement » a proposé Vital Kamerhe.

Est de la RDC : l'armée rwandaise s'implique désormais directement et de façon décisive, alertent les experts de l'ONU. Selon le rapport final du Groupe d'experts sur la RDC, rendu public lundi 8 juillet, l'implication directe du Rwanda dans les combats, aux côtés des rebelles du M23, a permis aux deux groupes de dominer militairement dans le Petit Nord et d'étendre rapidement leur territoire jusqu'aux rives du lac Édouard. « S'appuyant sur des technologies et du matériel militaires de pointe, le M23 et la RDF ont renforcé leurs opérations conjointes, modifiant ainsi la dynamique du conflit. Ils ont notamment cloué au sol presque tous les moyens aériens militaires des Fardc », indique le rapport. **Un conflit régional en vue.** L'escalade rapide de la crise du M23 risque, selon les experts de l'ONU, de déclencher un conflit régional plus vaste. « Le M23, aux côtés de la Force de défense rwandaise (RDF), et les Fardc ainsi que la coalition de groupes armés locaux Wazalendo, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe faisant l'objet de sanctions, et la Force de défense nationale du Burundi ont continué de s'opposer dans de violents combats. Les Fardc ont reçu un soutien opérationnel et militaire de sociétés militaires privées et des contingents de la Communauté de développement de l'Afrique australe », écrivent ces experts. Selon la même source, les vives tensions entre le Burundi et le Rwanda ont amené ces deux pays à se rapprocher des groupes armés étrangers basés au Sud-Kivu. Le Rwanda a notamment renouvelé son soutien à la Résistance pour un État de droit au Burundi (RED Tabara) et le Burundi a repris sa collaboration avec le Conseil national pour le renouveau et la démocratie-Forces de libération nationale (CNRD-FLN). **Des civils exécutés.** Le M23 et la RDF ont continué à punir les civils qu'ils soupçonnaient de collaborer avec les groupes armés ennemis, en particulier les Hutus, perçus comme proches des FDLR ou des Nyatura, notent les experts. Ils les ont exécutés, torturés, détruit leurs villages, pillé leurs biens ou les ont détenus de manière arbitraire. Selon ce document, les groupes Wazalendo ont appliqué une économie de guerre violente dans leurs zones d'influence (pillages, rackets, enlèvements et assassinats de civils), etc. Ce qui leur a permis de prospérer. **Détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire.** Le rapport des experts indique également que les conditions de sécurité et la situation humanitaire qui règnent dans l'Est de la RDC, ont continué de se détériorer. Les tensions régionales ont exacerbé le conflit et les combats dans les trois provinces orientales.

L'Unesco, le CSB et le CIFOR-ICRAF se liguent pour la restauration de la faune de Yangambi. Une plate-forme des scientifiques a vu le jour mercredi 9 juillet au Centre de surveillance de la biodiversité de l'Université de Kisangani (CSB). Initiée par le Centre de recherche forestière internationale et Centre international de recherche en agroforesterie (CIFOR-CIFOR) dans le cadre de la mise en œuvre du plan quinquennal de gestion de la faune, cette plate-forme regroupe principalement des institutions de recherche dans le domaine de la faune active dans le paysage de Yangambi. Cette plate-forme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion quinquennal de la faune dans le paysage de Yangambi, validé en 2023, renchérit Sagesse Nziavake, experte au CIFOR. Il s'agit, selon elle, des informations qui cadrent avec les activités mises en œuvre par les organisations et institutions qui travaillent dans le paysage, pour permettre les échanges des activités de ces organisations et même de la recherche dans le paysage de Yangambi.

Ituri : au moins 40 000 déplacés vivent dans des conditions infrahumaines à Djugu. Ces déplacés, dépourvus de tout, vivent sur les places publiques. La situation humanitaire reste précaire dans plusieurs agglomérations de la cité minière de Mongwalu, après les atrocités des groupes armés dans le secteur de Banyali Kilo. Il s'agit par exemple de Bianda, Lodjo Galayi où plus de 40 civils ont perdu la vie, et plusieurs maisons incendiées ainsi que des biens pillés. D'autres déplacés sont venus de Abombi, Pluto, Beba où ces miliciens ont incendié leurs maisons. Des personnes qui ont fui les récentes attaques de ces milices se sont déversées dans les groupements Mabilindeyi, Chibichibi ainsi qu'au centre de Mongwalu où ils vivent dans la précarité. Ils n'ont ni abris, ni nourriture, ni médicaments encore moins les vêtements. Certains déplacés passent la nuit dans des hangars. D'autres se sont installés dans des salles.

Goma : Pénurie d'eau potable plonge la population dans la crise. La société civile de la commune de Karisimbi s'alarme des conséquences sanitaires de cette situation et craint une recrudescence des maladies hydriques, notamment le choléra, si des mesures urgentes ne sont pas prises. De plus, le chef du quartier Lac-vert redoute des cas de noyade dans le lac Kivu, où les habitants se ruent pour s'approvisionner en eau, y compris les enfants qui s'y baignent également. Il appelle les autorités et les organisations humanitaires à installer des panneaux de signalisation pour prévenir les accidents. La pénurie d'eau potable a par ailleurs un impact économique non négligeable. Dans des quartiers comme Ndosho, un bidon d'eau de 20 litres se vend actuellement à 1000 FC. Des taximen moto font même la livraison d'eau dans certaines avenues de la ville. **(L'Interview.CD)**

Judith Suminwa a déclaré son patrimoine à la Cour Constitutionnelle, auprès du greffier de la Cour Constitutionnelle. « C'est le premier fait de remplir mon devoir tel que le veut la Constitution en tant que Cheffe du gouvernement. Ça permet aussi de démontrer la volonté de transparence. La Cour constitutionnelle est au courant de tout ce que je possède aujourd'hui. Le jour où je partirai, en toute transparence, je ferai l'exercice de venir déposer ce que j'aurais eu à acquérir pendant cette période ». Judith Suminwa Tuluka a rassuré qu'au courant de cette semaine tous les ministres de son gouvernement vont se conformer à cet exercice. Rappelons que l'article 99 de la constitution de la RDC stipule qu'« avant leur entrée en fonction et à l'expiration de celle-ci, le Président de la République et les membres du Gouvernement sont tenus de déposer, devant la Cour Constitutionnelle, la déclaration écrite de leur patrimoine familial, énumérant leurs biens meubles, actions, parts sociales, comptes en banque... ». (Actualité CD)

Jeudi 11 juillet.

Jacquemain Shabani : « La circulation incontrôlée et la manipulation facile des armes favorisent des meurtres et assassinats en RDC ». En marge de la célébration de la journée internationale de destruction des armes légères et petit calibre célébrée le 9 juillet, le ministre de l'Intérieur, a tenu ces propos, le 10 juillet, lors de la cérémonie précédant la destruction de plusieurs armes légères et petits calibres dans la ville de Matadi au Kongo-Central. Les armes détruites étaient inutilisables. Elles ont été récupérées auprès de certaines personnes dont des bandits qui les détenaient illégalement. L'autorité provinciale a également appelé à « une étroite collaboration entre les hommes en uniforme et la population locale afin de mutualiser les efforts dans la lutte contre l'insécurité, la criminalité urbaine et autres actes de barbarie causés par les ennemis de la République au Kongo-Central ».

Ituri : la procureure générale près la Cour d'appel suspend toutes les activités du service anti-fraude, sur l'ensemble du territoire de la province. Elle reproche concrètement au responsable du service anti-fraude d'avoir procédé au recrutement d'une centaine d'agents et de les avoir déployés dans différents postes frontaliers à travers la province, en violation de la loi. Elle déplore également le fait que ces agents qu'elle qualifie d'illégaux, « ont brillé sur le terrain, par des tracasseries de tout genre de la population et des commerçants ». Pour mettre fin à « ce désordre », la procureure a instruit le responsable de ce service de retirer tous ces agents et de ne plus poser des actes sur l'ensemble de la province, en attendant la nomination de nouveaux animateurs par le ministère de la Justice.

Haut-Katanga : les exploitants forestiers s'insurgent contre le moratoire suspendant leurs activités depuis 7 ans. « Il est incompréhensible que cette mesure ne s'applique que dans la province du Haut-Katanga, pendant qu'ailleurs, cette activité se fait sans encombre », fait remarquer leur président. Il indique que cette mesure crée un manque à gagner pour les exploitants et les communautés riveraines des forêts. Les exploitants forestiers du Haut-Katanga en appellent à une décision équitable des autorités.

Militaires condamnés à mort en RDC: la société civile du Nord-Kivu appelle à sanctionner aussi des hauts gradés. Les condamnations d'une cinquantaine des militaires congolais à la peine de mort dans l'Est de la RDC ne sont pas suffisantes, selon la société civile du Nord-Kivu. Elle appelle la justice militaire à se saisir des officiers hauts gradés accusés d'avoir détourné des fonds alloués aux opérations et de fuir devant l'ennemi dans le cadre des opérations contre la rébellion du M23 soutenue par le Rwanda. Selon le président de la société civile du Nord-Kivu, il faut aussi améliorer la prise en charge des troupes et surtout sanctionner les officiers qui poussent leurs soldats : « Pourquoi on doit seulement se rabattre sur les militaires de rang et laisser tous ces grands commandants qui détournent l'argent destiné à la logistique des militaires, destiné à la ration des militaires ? Ils circulent, ils sont là, sans pour autant être inquiétés. Et là, nous disons qu'il y a deux poids deux mesures. » La justice avait condamné ces militaires pour « lâcheté, dissipation des munitions de guerre et pillages ». L'armée, quant à elle, a qualifié d'exemplaire la décision du tribunal militaire garnison de Butembo car elle encouragera les militaires au front à affronter l'ennemi avec bravoure, sans recul. Cette action de la justice militaire va remobiliser les troupes dans leurs combats contre les rebelles du M23, selon le porte-parole de l'armée pour le front nord. « Ce procès était purement un procès pédagogique. Pourquoi pédagogique ? C'est surtout dans le cadre opérationnel. Cette action de la justice militaire encouragera encore davantage tout militaire à affronter l'ennemi avec bravoure et sans recul ». (RFI)

Butembo : au moins 44 détenus sont décédés à la prison centrale de Kakwangura en 6 mois (REDHO). Le coordonnateur du Réseau pour les droits de l'homme explique qu'il y a un problème de la malnutrition. Il affirme qu'à ce jour, 206 détenus souffrent de la malnutrition. « Cette prison est en train de devenir un mouiroir ». Un autre problème, c'est la promiscuité. Certains détenus passent nuit dans des toilettes et douches, faute de places au dortoir et sont ainsi exposés à tout type de maladies. Cette promiscuité s'est accrue avec la nouvelle vague de détenus

constituée de militaires Fardc, poursuivis et condamnés par le tribunal militaire de Butembo pour fuite devant l'ennemi. Tous sont incarcérés à Kakwangura, s'ajoutant ainsi au nombre déjà pléthorique de détenus.

Nord-Kivu : 20 800 ménages des déplacés retournent chez eux à Rutshuru, soit plus de 100 000 personnes déplacées, sont retournés entre le 1^{er} et le 10 juillet dans la chefferie de Bwito. Ce mouvement de retour touche aussi les personnes qui se sont déplacées dans les villages de Miriki, Luofu, et Kayna, entre autres. Elles quittent ces agglomérations du Sud de Lubero pour retourner dans leurs villages d'origine, notamment dans le Bwito, dans le territoire de Rutshuru. Toutefois, ce retour spontané devrait être accompagné ; du fait que ces ménages, pendant leur fuite, avaient perdu tous leurs biens. Ils auraient ainsi besoin d'une assistance en vivres et en articles ménagers essentiels, affirme le coordonnateur d'une structure locale. Ce mouvement de retour s'accélère avec l'accalmie consécutive à la trêve humanitaire recommandée par les Etats-Unis dans la zone. Les ONG qui interviennent déjà dans le Bwito, comme MSF, et appelle les autres ONG à intervenir aussi.

Vendredi 12 juillet.

20 millions USD d'ECW en appui à l'éducation en situation d'urgence, pour les trois ans à venir en RDC. Ce fonds est destiné à soutenir l'éducation en situations d'urgence et de crises prolongées dans le cadre de la mise en œuvre du programme pluriannuel de résilience en cours d'élaboration. Le directeur adjoint d'Education Cannot Wait (ECW) a affirmé s'aligner sur les quatre axes prioritaires du ministère, présentés lors de cette audience : « Le premier, c'est d'assurer que les programmes répondent à la stratégie nationale d'éducation en situations d'urgence qui va être produite dans les mois qui viennent. Le deuxième, c'est d'assurer que les programmes vont renforcer les capacités des administrations nationales et provinciales ». L'autre priorité consiste effectivement à assurer que les programmes soient basés sur une évaluation des programmes existants, sur les années précédents. Enfin, il s'agit d'assurer dans l'avenir que les programmes soient cohérents avec tous les autres investissements en RDC, pour qu'il y ait une bonne collaboration et coordination avec tous les programmes et tous les investissements. Selon le ministère de l'Education nationale et Nouvelle citoyenneté, plus de 300 000 enfants ont été contraints de stopper leur scolarité après la fermeture de leurs écoles à la suite des conflits armés ou des catastrophes naturelles à travers le pays.

La destruction des structures sanitaires par les milices freine la lutte contre la tuberculose en Ituri. Plus de 11 800 cas de tuberculose dont 336 décès ont été enregistrés en 2023 dans la province de l'Ituri. Cette maladie continue de se propager dans cette région à la suite notamment de difficultés d'accès aux structures sanitaires dont la plupart ont été incendiées ou détruites par les groupes armés. Une forte prévalence de cette maladie est observée dans les zones minières qui représentent environ 50 pourcents des patients, affirme le coordonnateur du Programme lèpre et tuberculose. Il s'agit des zones de santé de Bambu, Nizi, Mangala, Mongbwalu, dans le territoire de Djugu, Bunia et Rwampara, dans le territoire d'Irumu et Nia Nia à Mambasa. Parmi les patients, il y a environ 1200 enfants. Le docteur Mukonkole précise que le nombre de malades ne cesse de croître à cause de difficultés d'accès aux soins.

RDC: le FMI valide la dernière tranche d'un plan d'aide à 1,5 milliard USD. Le Fonds Monétaire International a validé décaissement de la sixième et dernière tranche du plan d'aide économique à destination de la RDC, mettant ainsi un terme à un programme ouvert en 2021 atteignant les 1,5 milliard de dollars. C'est la première fois que la RDC mène à terme un tel programme. Dans la foulée, la Banque Centrale du Congo a annoncé l'engagement du pays dans un nouveau programme avec le FMI étalé sur 20 ans, d'un montant d'environ un milliard de dollars. Une dernière tranche d'aide de 224,7 millions de dollars, venu conclure un plan d'aide à 1,5 milliard, voilà ce dont a bénéficié le gouvernement de la RDC de la part du FMI début juillet. Pour ce faire, les autorités congolaises avaient déposé une requête auprès du Fonds Monétaire International pour obtenir une Facilité Élargie de Crédit (FEC), détaille notre correspondant à Kinshasa. Remboursable sur dix ans, elle consiste en une « aide financière à moyen terme aux pays à faible revenu », selon le FMI. L'un des directeurs de la Banque Centrale du Congo (BCC), a expliqué que les fonds obtenus grâce à ces facilités permettront de mener des réformes importantes. **Un nouveau prêt déjà sur la table.** Aussi, en mai dernier, le gouvernement congolais et l'institution de Bretton Woods sont parvenus à un accord pour une nouvelle aide, sous forme de Facilité de Résilience et de Durabilité (FRD). Remboursable en 20 ans, elle viendra soutenir des réformes visant à réduire les risques liés au changement climatique et aux pandémies, qui ont des répercussions significatives sur le plan macroéconomique. De plus, il aide à augmenter les réserves financières pour atténuer les risques découlant de ces défis structurels à long terme. Les détails, y compris les conditions et le montant des financements, restent à déterminer. Une source au sein du FMI a indiqué qu'il est prématuré d'annoncer un montant précis, bien que la norme pour ce mécanisme, calculée en fonction de la participation des pays au FMI, devrait générer un prêt d'environ un milliard de dollars pour la RDC. **Le FMI souligne les efforts de la RDC dans un contexte difficile.** L'institution monétaire basée à Washington s'est montrée favorable à ces plans d'aide, soulignant « environnement macroéconomique difficile », en RDC,

notamment du fait de la crise humanitaire dans l'est du pays, selon son communiqué. Mais, a relevé aussi le FMI, « les autorités ont maintenu une politique macroéconomique prudente », tout en réussissant à améliorer « la mobilisation des recettes domestiques qui demeurent sensibles aux fluctuations des cours internationaux des matières premières ». La RDC est particulièrement riche en tantale, étain, tungstène et or, utilisés dans la production de smartphones et d'autres appareils électroniques. (RFI)

Le Maniema dispose désormais de son Barzza Intercommunautaire, une structure citoyenne réunissant toutes les tribus de la province. Cette nouvelle entité a été installée et présentée aux autorités le 10 juillet à Kindu, chef-lieu de la province. Le président de cette nouvelle structure, a souligné que les principaux objectifs du Barzza Intercommunautaire sont la résolution pacifique des conflits et la promotion du secteur agricole dans la province. Il explique : « Je vais commencer par un principe africain, l'homme n'est rien sans l'autre. Ce qui veut dire que le Barzza Intercommunautaire vient pour soulager les maux qui rongent notre société. Nous le voulons bien être non seulement accompagnés mais que tout le monde adhère. Ce n'est pas une institution de pouvoir, mais nous constituons une institution citoyenne pour assister les cœurs brisés. »

Le Gouvernement congolais demande des sanctions économiques et judiciaires contre le Rwanda. A la suite du rapport des experts de l'ONU sur la RDC, rapport qui présente des preuves accablantes et indiscutables de l'agression de la RDC par le Rwanda, le Gouvernement congolais appelle la communauté internationale à prendre des sanctions politiques, économiques et judiciaires sévères contre le Rwanda et ses dirigeants.

Procès Coup d'État : pour l'avocat de Wondo, le ministère public peine à démontrer des preuves accablant son client "victime des caprices des services de sécurité". "J'ai eu le temps d'analyser le dossier, toutes les pièces du dossier et je me suis rendu compte qu'il n'y avait aucune preuve au dossier. Aucun prévenu n'a cité Jean-Jacques Wondo. Il n'y a aucun témoignage. Il n'y a aucun renseignement. Alors le ministère public doit être magicien pour pouvoir soutenir son accusation à charge de Jean-Jacques Wondo. Je signale que nous sommes en matière pénale et le juge ne condamne que sur base des preuves". Le ministère public accuse Jean-Jacques Wondo d'avoir mis à la disposition des assaillants son véhicule de service, "dotation de l'ANR", pour opérer dans la ville de Kinshasa. "En matière pénale, la charge de la preuve incombe au ministère public. C'est au ministère public de nous démontrer que le véhicule qui a servi aux assaillants comme moyen de transport appartenait à Jean-Jacques Wondo. Il a été saisi et voici pourquoi nous avons demandé au ministère public de nous montrer où se trouve le véhicule parce que tous les moyens ou tous les effets utilisés par les assaillants ont été saisis et sont devant le tribunal, sauf cette jeep. Nous lui avons posé la question de savoir la Jeep portait quelle couleur, il a été incapable de vous dire il s'agit de quelle couleur. Donc ça signifie que ce sont des accusations insuffisantes et ne sauront pas être établies en droit ou en infraction pour condamner Monsieur Jean-Jacques Wondo", a expliqué son avocat conseil. (Actualité.CD)

Un soldat Farde auteur d'une fusillade meurtrière à Goma, tué par une foule en colère. Ce soldat en état d'ébriété a ouvert le feu dans le site des déplacés de Lushagala tuant sur le coup une fillette et blessant une vieille dame à l'épaule. Des sources précisent que le militaire sous l'emprise de l'alcool visait une dame qui avait repoussé ses avances mais les balles sont allées dans tous les sens. Peu de temps après, la foule s'est jeté sur lui et a ravi son arme avant de le lapider, jusqu'à ce que mort s'en suive. Ce tireur était connu des déplacés. Il faisait partie de ces militaires qui errent sans motif valable dans les camps des déplacés. Il était identifié sous le sobriquet de « Satan 2 ».

Samedi 13 juillet.

Ituri : 12 déplacés morts à Banyali Kilo en 4 jours faute d'assistance, en médicaments et nourritures ainsi que de bonnes conditions d'hébergement, à Mongwalu, ont signalé le 12 juillet des sources locales. Des notables de cette localité lancent un appel au Gouvernement et aux humanitaires pour une aide d'urgence en faveur d'environ quarante mille nouveaux déplacés dans cette partie de l'Ituri. La situation humanitaire se dégrade dans la cité minière de Mongwalu, à cause de l'activisme des groupes armés dans plusieurs agglomérations du secteur de Banyali Kilo.

Education/Nord-Kivu II: plaidoyer pour la formation des déplacés en divers métiers. Le directeur de la province éducationnelle Nord-Kivu II, estime que l'apprentissage de métiers à court terme et la dotation de kits de réinsertion à ces personnes vulnérables leur permettra d'être autonomes financièrement. Ce qui va les aider à résoudre certains problèmes auxquels ils sont confrontés et ainsi disposer des moyens pour répondre à leurs besoins vitaux. Au-delà de cette solution à court terme qu'il propose, il demande également au Gouvernement et à ses partenaires de disponibiliser des kits de réinsertion afin de permettre à ces apprenants de lancer leurs activités lucratives, une fois la formation terminée. Pour lui cette formation et cet appui, vont permettre notamment aux

femmes déplacées, de ne plus se lancer dans certaines antivaleurs, comme la débauche et la prostitution, parce qu'elles disposeront des moyens pour se prendre en charge, mais aussi prendre en charge leurs familles.

L'OMS alerte sur une situation sanitaire « catastrophique » en RDC. Selon l'Organisation mondiale de la santé depuis le début de cette année, plus de 20.000 cas de choléra ont été recensés, dont la plupart dans le Nord-Kivu. Plus de 65.000 cas de rougeole, dont 1.523 décès, ont été signalés ; les chiffres réels étant probablement plus élevés en raison de l'insuffisance de la surveillance de la maladie et de la communication des données. En même temps, 3 073 cas de méningite (dont 251 décès) sont signalés dans ce pays des Grands lacs. L'OMS s'est dit également préoccupée d'un variant du Mpox. Plus de 11.000 cas, dont 445 décès, sont répertoriés, avec un taux de létalité élevé de plus de 4%. Les enfants sont particulièrement touchés par cette épidémie, avec des taux de mortalité encore plus élevés. Les conflits armés et les déplacements de la population sont également les principaux facteurs d'insécurité alimentaire. Selon le dernier rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), environ 40 % de la population, 40 millions de personnes, sont confrontés à de graves pénuries alimentaires, dont près de 16 millions de personnes sont exposées à la menace d'une insécurité alimentaire.

Kinshasa : au moins 100 enfants opérés gratuitement de diverses malformations en un mois, à l'Hôpital pédiatrique de Kalembe-Lembe, commune de Lingwala (Kinshasa). Cette campagne a été rendue possible grâce à la collaboration de la Fondation Vinmart qui a voulu assurer une couverture de santé plus large au bénéfice de nombreux enfants malades. La Fondation Vinmart compte organiser, dans l'avenir, une autre campagne chirurgicale pour venir en aide des enfants malades.

Le gouvernement congolais note que les renforts matériels et humains du M23 proviennent également de l'Ouganda. Cette déclaration a été faite par le ministre de la Défense et ancien combattant, lors de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres. En réponse aux accusations, l'armée ougandaise a catégoriquement nié tout soutien au M23. Le porte-parole de l'armée a déclaré : « Nous n'avons aucune raison de soutenir ces rebelles, alors que nous faisons partie des mécanismes régionaux pour la résolution des conflits dans l'est de la RDC ». Il a également souligné que l'Ouganda ne servait pas de base pour les rebelles du M23, mais accueillait des réfugiés conformément à la politique des Nations unies. Il a rappelé les opérations conjointes menées avec les Fardc dans la région de l'Ituri pour lutter contre les terroristes des ADF, remettant en question les motivations de l'Ouganda à soutenir un groupe rebelle combattant le gouvernement congolais. Le rapport des experts de l'ONU affirme que des officiels ougandais ont permis le transit sans restriction des troupes du M23 et de l'armée rwandaise à travers l'Ouganda. Le document mentionne également que des responsables du M23 ont été aperçus à plusieurs reprises cette année en Ouganda. (Actualité.CD)

Dimanche 14 juillet.

Décès de l'évêque d'Isiro-Niangara en RDC, quelques heures après la nomination d'un administrateur apostolique. Mgr Julien Andavo Mbia, ordinaire du lieu du diocèse catholique d'Isiro-Niangara en RDC est décédé. Mgr Madrapile Tanzi annonce "avec tristesse" le décès de Mgr Julien Andavo Mbia, "survenu ce dimanche 14 juillet 2024, vers 4h15 du matin à Durba où il était admis pour des soins". Né en septembre 1950, feu Mgr Andavo Mbia a été ordonné prêtre du diocèse d'Isiro-Niangara en août 1979. Il a été nommé évêque de son diocèse natal en février 2003. La direction de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) a rendu publique la nomination de Mgr Madrapile Tanzi comme Administrateur Apostolique du Diocèse d'Isiro-Niangara le vendredi 12 juillet. Dans un communiqué les membres de la CENCO ont indiqué que le Saint Père a procédé à cette nomination "en tenant compte de l'état de santé" de l'Ordinaire local du diocèse d'Isiro-Niangara, Mgr Andavo Mbia. "A partir de ce jour, tous les pouvoirs ordinaires sur ledit diocèse reviennent exclusivement à Mgr Madrapile, qui assumera avec une sollicitude pastorale l'administration effective du diocèse d'Isiro-Niangara", ont déclaré les membres de la CENCO dans le communiqué du 12 juillet que le Secrétaire général, Mgr. Donatien Nshole, a signé. Né en août 1958 à Faradje, Mgr Madrapile a été ordonné prêtre en août 1985.

Belgique : plus de 650 demandes d'asile de Congolais en 6 mois. Le directeur de l'Office des étrangers belge, en visite à Kinshasa, a précisé que la Belgique reçoit en moyenne 100 demandes d'asile de Congolais par mois. L'Office des étrangers belge a conseillé aux Congolais d'éviter de se tourner vers des trafiquants de demandes d'asile, mettant en garde contre les demandes injustifiées : « Toute personne ayant réellement besoin de protection la recevra. Cependant, de nombreux ressortissants congolais n'ont pas besoin de protection au sens de la Convention de Genève. Ils rencontrent peut-être des difficultés socio-économiques et cherchent une meilleure vie, mais cela ne relève pas de l'asile. Il est important d'informer correctement le public que demander l'asile sur de mauvaises bases est une perte de temps et d'argent. Cet argent pourrait être utilisé pour démarrer un commerce », a expliqué Freddy Roossmont. Il s'est étonné que les efforts conjoints entre l'Office des étrangers belge et le service

de migration de la RDC n'aient pas encore réussi à freiner l'afflux de demandes d'asile de Congolais cherchant une protection juridique en Belgique.

Est de la RDC: les humanitaires pointent les besoins des populations après la rupture de la trêve. Des affrontements ont notamment éclaté à environ 70 km au nord-ouest de Goma, dans la province du Nord-Kivu, entre des combattants d'un groupe armé local allié de l'armée congolaise, et les rebelles du M23, soutenu par le Rwanda. Les États-Unis avaient annoncé l'acceptation de cette « trêve humanitaire » de part et d'autre pour soulager les populations. Et selon le directeur pays de l'ONG DanChurchAid, les besoins sont très importants ; besoins en sécurité alimentaire, besoins également en eau, hygiène et assainissement, besoins en abri, mais également de l'assistance en protection. Il y a aussi la question des violences basées sur le genre parce que du fait des mouvements de population, il y a des personnes qui sont victimes de violences sexuelles et il faut vraiment leur apporter assistance. » La trêve est utile aux ONG aussi pour arriver sur zone et acheminer le matériel. Des zones sont affectées par des combats qui empêchent l'ONG MSF d'aller sur place. « Dans la zone de Mweso, on attend que les combats soient terminés pour descendre. Et clairement, maintenant, le but de notre visite sera différent, car nous allons devoir chercher à amener les médicaments pour les urgences et pour tous les blessés qu'il y aura, parce qu'il y a eu des combats vraiment lourds dans la zone. Malheureusement, ces combats sont faits dans des villages où il y a des populations civiles. » (RFI)

Lutte contre la poliomyélite : le PEV élargit la cible de la vaccination dans trois provinces : Haut-Katanga, Haut-Lomami et du Tanganyika. La récente campagne de vaccination menée en juin dernier a révélé une résurgence des cas de polio de types 1 et 2 chez les enfants de plus de 5 ans dans ces trois provinces. En conséquence, le Programme élargi de vaccination a décidé d'inclure les enfants jusqu'à 15 ans dans la prochaine campagne de vaccination contre la polio, prévue pour début août.

Insécurité à Goma : le maire demande plus de fermeté à la justice militaire. Le maire de Goma exhorte les autorités judiciaires à faire preuve de rigueur dans l'examen des dossiers de criminalité et de banditisme, en évitant d'accorder trop facilement la liberté provisoire aux accusés : "Nous étions choqués ! Après avoir maîtrisé pendant plus de trois mois la gestion sécuritaire dans la ville de Goma, et il y a eu recrudescence. Mais Dieu merci, nous avons mis la main sur les auteurs de meurtre à Kyeshero. Et l'auteur, c'est ce militaire de Satan 2, son compagnon. C'est un repris de justice, c'est la troisième fois qu'on venait de l'arrêter. Je pense, cette fois-ci, la fermeté de l'auditorat pourra sauver la vie des gens de Goma". Le maire de Goma souhaite une collaboration avec les autorités du territoire voisin de Nyiragongo pour mieux traquer les personnes impliquées dans des actes d'insécurité à Goma.

Ituri : 26 morts dans une attaque des miliciens de la Codeco à Djugu, samedi 13 juillet. Le bilan provisoire inclut 13 combattants de la milice Zaïre, 7 membres de la Codeco et 6 soldats des Fardc. L'attaque a commencé vers six heures du matin, lorsque des assaillants de la Codeco, venant de leur bastion à Mbau, ont ciblé le centre de négoce de Pluto. Leur objectif était de déloger la milice Zaïre afin de prendre le contrôle des nombreux carrés miniers de la région. Un échange de tirs a suivi, durant plus de quatre heures, entre les deux groupes armés avant l'intervention des militaires des Fardc. Le président de la communauté Nyali a exhorté l'armée à poursuivre la traque des groupes armés dans leurs bastions pour affaiblir leur pouvoir. De son côté, le gouverneur de l'Ituri a appelé les habitants à se désolidariser des groupes armés pour permettre aux forces loyalistes de mener à bien leurs opérations contre les miliciens opposés au processus de paix en cours. Cette attaque a provoqué un déplacement massif de la population. (L'Interview CD)

12 chefs-lieux des provinces ciblés pour l'extension de Trans-Academia : Bemba sollicite l'accompagnement du gouvernement pour répondre aux préalables. Le ministre des Transports, a lors de la 5e réunion du conseil des ministres présenté l'état des lieux du déploiement des bus Trans-Academia sur toute l'étendue du territoire national. "Un plan de déploiement a été élaboré pour cibler dans sa première phase 12 chefs-lieux des provinces en se basant sur les critères suivants : l'effectif de la population estudiantine, le nombre d'institutions d'enseignement supérieur et universitaire, les infrastructures routières praticables, la couverture internet et téléphonie mobile. À ce stade, les villes retenues sont Matadi, Mbandaka, Lubumbashi, Kolwezi, Kananga, Mbujimayi, Kikwit, Bandundu, Bukavu, Goma, Kisangani et Kindu", rapporte le compte rendu de la réunion. "Cependant, pour assurer le succès de ce déploiement, il est nécessaire de répondre préalablement à plusieurs besoins entre autres l'acquisition des nouveaux bus, les études de configuration du réseau académique et du plan opérationnel devant être menés avant l'installation des agences provinciales, la mise à disposition par chaque province d'un espace aménagé pour servir des garages et d'un bureau pour l'agence provinciale, le recrutement du personnel qui doit se faire au niveau local". (Actualité CD)

Lundi 15 juillet.

Butembo: des centaines de manifestants sont dans la rue pour exprimer leur mécontentement face à la progression du M23. Ce sont en majorité des jeunes issus des différents groupes de pression et mouvements citoyens qui ont fait une procession sur une distance d'environ 20 km à pied jusqu'à atteindre le village de Musienene. « Nous ne voulons pas que les M23 arrivent à Butembo, ils ne doivent pas traverser la barrière de Lubero. Ils ne doivent plus progresser, voilà pourquoi nous marchons ». Le 28 juin, le verrou stratégique de Kanyabayonga a sauté, permettant aux hommes de Sultani Makenga et à leurs alliés rwandais d'occuper plusieurs agglomérations du sud de Lubero dont Kirumba, le plus grand centre commercial du territoire. Les manifestants veulent aussi dénoncer la prise d'otage de la population. « Nous marchons pour dénoncer ce qui se passe à Kirumba et Kanyabayonga. La population est prise en otage par les rebelles du M23, nous voulons montrer à Nangaa que ce qu'il fait dans ces entités ne va pas se produire dans les agglomérations de Lubero ou Butembo ». Il n'y a pas que la marche qui est au rendez-vous, les activités socio-économiques sont aussi paralysées dans la ville de Butembo. Cela, en dépit de la présence dans la zone, d'une délégation gouvernementale conduite par le vice-premier ministre de l'intérieur. (Actualité.CD)

Mai-Ndombe : plus de 50 morts après une attaque de la milice Mobondo à Kwamouth. « Le bilan est de 41 miliciens neutralisés, 9 militaires tombés et une dame épouse d'un militaire également tombé », a rapporté le chef du village Kimomo. Il a ensuite déploré le non-respect de l'acte d'engagement signé par les autorités traditionnelles Teke et Yaka devant le Chef de l'État pour la cessation de ces hostilités. La situation sécuritaire reste préoccupante à Kwamouth depuis jeudi dernier. Après avoir été mis en déroute vendredi par l'armée à Kinsele, les miliciens Mobondo ont encore attaqué, samedi, la position militaire dans le même village situé sur la RN17, à la limite entre Kinshasa et la province de Mai-Ndombe.

Kinshasa : l'ONG FFO a produit au moins 3 000 kg des charançons de palmier en 6 mois. Selon Françoise Lukadi, présidente de l'ONG FFO, son organisation produit suffisamment des charançons, communément appelés « Mpose » à Kinshasa, pour deux objectifs, à savoir : servir une partie aux orphelinats et commercialiser une autre partie. L'élevage de mpose se fait dans une ferme au sein de l'Université de Kinshasa (UNIKIN). Des insectes comestibles, y compris les charançons, sont de plus en plus appréciés notamment à la suite de leurs protéines alternatives à la viande. Ils apportent vitamines, fibres et minéraux chez l'homme.

Beni : la vie reprend son rythme normal malgré des années de guerre. Grâce à la résilience de ses habitants, la ville de Beni sort lentement mais sûrement de la perception de ville « fantôme ». Les boutiques, les supermarchés, les bars et restaurants ouvrent jusque tard dans la soirée mais la vigilance reste de mise. Les panneaux solaires installés il y a quelques années par la Monusco ont aussi contribué à réduire l'insécurité dans la ville, ce dont profitent les habitants. Des années de violence et d'atrocités ont donné à la ville de Beni la réputation d'une ville sans vie.

Haut-Uele : la société civile dénonce l'exploitation de l'or détruisant l'écosystème. La synergie de la société civile du Haut-Uele se dit inquiète de l'exploitation anarchique de l'or par des coopératives assistées d'experts chinois dans des sites miniers. Cette exploitation détruit l'écosystème, pollue les eaux, détériore la flore et ne contribue nullement au développement de cette province. Dans sa déclaration, elle se rend également compte que « le protocole d'accord n'est pas exécuté et que les exploitants bénéficieraient de la complicité de certaines autorités à Kinshasa ». Au regard de ce tableau sombre, elle demande au gouverneur de province de suspendre ces activités d'exploitation d'or sur toute sa juridiction en attendant l'identification de toutes les coopératives et des expatriés qui y sont partenaires.

Moanda : l'ONG IDEL appelle à la fin du forage de nouveaux puits pétroliers. Le coordonnateur de l'ONG Initiative pour le développement local (IDEL) opérant à Moanda, a estimé que les entreprises pétrolières exploitent dans le territoire de Moanda depuis 43 ans, sans que les communautés locales ne bénéficient des avantages économiques importants. « On a fait l'évaluation, 43 ans après le premier puits, rien n'a changé. Aujourd'hui les populations vivent dans un environnement pollué, l'eau, la terre, l'air sont pollués. Déjà, il nous a été informé que les femmes, les hommes ont de sérieux problèmes de conception aujourd'hui. Tout ça, il y a beaucoup d'éléments, pour une collectivité qui se veut verte, nous demandons à l'Etat de réduire cette exploitation, de ne plus forer de nouveaux puits d'exploitation », insiste-t-il. Il évoque par exemple la cité de Siamfumu qui a 310 puits alors que les communautés locales ne vivent que de la pêche. Il demande au Gouvernement de prendre des mesures qui vont permettre aux populations de vivre dans un environnement sain.

Le port de Kisangani au ralenti faute d'entretien des voies navigables et des routes. En RDC, dans la province de la Tshopo, le niveau du fleuve Congo est au plus bas et la navigabilité est devenue difficile voire impossible pour les gros bateaux qui font désormais rarement le trajet de 1720 km entre Kinshasa et Kisangani. Le dragage du fleuve, c'est à dire l'extraction des matériaux encombrants des voies navigables, n'est plus fait comme avant par la

régie des voies fluviales sous équipée pour le faire. Une situation qui ralentit l'activité du port de Kisangani. Un port qui a joué pendant longtemps un rôle important dans les échanges commerciaux entre l'est et l'ouest de la RDC. Le niveau du fleuve atteint 3 mètres 43, c'est en dessous du niveau normal estimé à 5 mètres en cette période de l'année. Le dragage du fleuve pose problème en pleine saison sèche, explique le capitaine au port de Kisangani. Autrefois, « la régie des voies fluviales qui s'occupe de l'entretien des voies navigables avait des sections partout. Mais pour le moment, il n'y a qu'un seul bateau qui quitte Kinshasa pour Kisangani ; le balisage n'est plus comme dans le temps ». Le mauvais état des routes commerciales venant de l'Est de la RDC réduit aussi l'activité du port de Kisangani selon lui. « Kisangani dépend des routes de l'Est, quand les routes sont en bon état, les produits viennent en grande quantité. Le port n'est pas entretenu comme dans le temps, même les grues qui fonctionnaient sont maintenant à l'abandon, parce que les échanges commerciaux ont fortement baissé. » Aux problèmes logistiques du port de Kisangani s'ajoutent la concurrence de petits ports privés érigés le long du fleuve. « Que le gouvernement nous aide à moderniser ce port pour faire face à la concurrence qui est déjà là, ici au moins on a des services qui captent les recettes au profit de la province. » Construit dans les années 1920, le port de Kisangani ne sait plus jouer convenablement son rôle de jonction entre l'est et l'ouest de la RDC. L'activité du port a baissé de 30 % à 40 % de 2022 à 2023. (RFI)

